

Après sa victoire électorale de 2013, où Abe mènera-t-il le Japon ?

Le pouvoir du premier ministre japonais Shinzô ABE (安倍 晋三) vient d'être conforté au moins pour les quelques années qui viennent ; son parti, le *PLD*, *parti libéral démocrate* (*Jimintô* 自民党), allié au parti *le nouveau komeito* (公明党 le *parti éclairé*) détient désormais, depuis les élections du 21 juillet 2013, la majorité des sièges dans les deux chambres du parlement japonais (voir encadré n°1). Cela achève la reconquête d'un pouvoir qui avait été perdu après avoir gouverné le Japon pendant un demi-siècle. Le PLD avait commencé à perdre un peu de son pouvoir avec les élections sénatoriales de 2007, gagnées par le PDJ, parti démocrate du Japon (民主党, *Minshutô*). Ensuite le PDJ gagna les élections de députés de 2009, lui permettant de prendre la tête du gouvernement, mais ne confirma pas sa suprématie lors des sénatoriales de 2010. Le retour au pouvoir du PLD s'est fait avec sa victoire aux législatives de décembre 2012 (voir encadré n°3, une petite histoire politique récente du Japon). Shinzô Abe redevint alors premier ministre, menant dit-on, jusqu'à aujourd'hui, une politique en deçà de ses options, en attente des sénatoriales que son parti vient de gagner.

Il est maintenant assuré du pouvoir pour 3 ans au moins (les prochaines sénatoriales) et peut calmement essayer de cheminer vers les objectifs qu'il a affichés et dans un contexte économique qu'il a réussi à améliorer. Sa politique économique dite « Abenomics », avec l'aide de la banque centrale du Japon, a réussi à changer le climat des affaires. En faisant perdre un peu de sa valeur au Yen face au dollar, en stoppant la déflation par une politique monétaire expansionniste, elle a obtenu une perspective de croissance réelle de 2% pour 2013 (données du FMI de juillet 2013), avec un chômage qui est inférieur à 4,5% de la population active. Cela lui permet sur cette question économique d'enregistrer un taux de satisfaction dans les sondages de l'ordre de 60% auprès de la population.

Les objectifs affichés par Abe sont en particulier de faire du Japon un pays doté d'une véritable armée pour être capable de se défendre face à la menace Nord-Coréenne – et sous-entendu Chinoise. Pour être aussi un allié plus efficace des Etats-Unis, partout dans le monde. Cela signifie abandonner l'article 9 de la constitution qui a fait du Japon un pays renonçant à la guerre et renonçant à disposer de forces armées. Cela sera facilité si l'on peut modifier la constitution plus aisément en réécrivant tout d'abord l'article 96 pour se contenter d'une majorité simple des deux chambres. Actuellement il faut un vote des 2/3 des deux chambres suivi d'un vote majoritaire des électeurs pour réviser la constitution. Un autre objectif est aussi de remettre en marche les réacteurs nucléaires et de revenir sur la décision de sortie du nucléaire pour 2030, décision prise d'une manière peu claire par ses prédécesseurs au gouvernement.

La force du bloc conservateur est renforcée par cette victoire écrasante aux élections. Elle s'appuie en premier sur l'oligarchie économico-politique au pouvoir qui est héritière de celle qui dominait déjà entre deux guerres et qui a échappé aux purges d'après la défaite : face à la menace communiste, l'occupant américain, par la volonté de Mc Arthur a stoppé les procès et les interdictions et a remis en selle cette oligarchie au pouvoir à l'époque du Japon militariste d'avant 1945. Face au bloc conservateur, les forces de gauche ont été rares et éclatées, en dehors du Parti communiste et les forces centristes dispersées. Leur rassemblement au sein du PDJ ne s'est fait ni sur une ligne politique claire ni sur des idéaux bien affirmés et s'il a tenu un certain temps dans l'opposition, il s'est essoufflé au pouvoir et face aux difficultés. On retrouve une fois de plus un éparpillement de partis politiques typique au Japon de la désorganisation face au bloc conservateur (voir fiche encadré n°2 sur les multiples partis politiques). Désorganisation qui va jusqu'à l'évitement et de fait le PLD n'a obtenu la victoire aux sénatoriales que par le vote de 23% des électeurs japonais. En effet seuls moins de 53% des électeurs ont pris part au vote et les PLD a obtenu sur ce vote moins de 43% des voix. Le moins que l'on puisse dire c'est qu'on est très loin

d'un enchantement général. Toutefois le bloc conservateur détient les rênes du pouvoir, parviendra-t-il à mener le Japon dans la direction souhaitée et affichée par son premier ministre ?

Les intellectuels et universitaires japonais opposés à ces options le craignent fortement. Mais le succès de ces tentatives n'est pas évident. En effet au sein même des deux partis du bloc conservateur au pouvoir nombre de députés et sénateurs n'y sont pas favorables. Certaines questions comme le nucléaire ou celles de l'inclusion ou non de l'agriculture dans les négociations de libre-échange avec les Etats-Unis et leurs alliés du TPP (TransPacific Partnership), traversent les coalitions et les partis politiques. Elles pourraient déclencher des mouvements dans la société civile. Celle-ci parait encore terriblement timorée au regard de ce que l'on observe en Europe – ou au moyen Orient- mais à l'occasion de ces questions, le nucléaire, le TPP, peut-être la révision de l'article 9, elle pourrait être capable d'une mobilisation plus grande. Le bloc conservateur, divisé, ne s'appuie pas sur l'adhésion d'une majorité populaire, mais sur une acceptation d'un ordre apportant un peu de croissance et ce n'est pas là l'assurance de pouvoir assurer démocratiquement la réalisation des objectifs affichés par le premier ministre Abe.

Encadré n°1

Répartition des sièges de la Diète japonaise entre les différents partis politiques

Résultats des sénatoriales du 21 juillet 2013 et nouvelle répartition des sièges avec pour mémoire, répartition des sièges de députés issue de l'élection du 16 décembre 2012.

Parti	Sièges obtenus à cette élection	Sièges qui n'étaient pas à renouveler	Sièges dans la nouvelle chambre haute	Sièges dans la chambre basse
PLD <i>parti libéral démocrate</i> <i>Jimintô</i> – 自民党	65	50	115	295
(Nouveau) Komeito 公明党 <i>le parti éclairé</i>	11	9	20	31
Parti de la Restauration <i>Ishin no Kai</i> – 日本維新の会	8	1	9	54
Votre parti <i>Minna no Tô</i> みんなの党	8	10	18	18
Vie quotidienne <i>Seikatsu no Tô</i> – 生活の党	0	2	2	7
PSJ Parti socialiste du Japon <i>Shamintô</i> – 社民党	1	2	3	2
Le vent vert <i>Midori no Kaze</i> – みどりの風	0	0	0	1
Le parti du futur du Japon <i>Nippon Mirai no Tô</i> – 日本未来の党				1
Parti de la réforme <i>Kaikaku</i> – 改革	-	1	1	0
Parti de la grande terre 大地 – <i>Taichi</i>	0	0	0	1
Divers partis	1	0	1	5
Non affiliés	2	1	3	
PCJ Parti communiste du Japon <i>Kyôsantô</i> – 共産党	8	3	11	8
PDJ Parti démocrate du Japon <i>Minshutô</i> – 民主党	17	42	59	57
TOTAL			242	480

Encadré n°2

Dénomination et brèves informations sur quelques partis politiques japonais

Le PLD, le parti libéral démocrate Jimintô 自民党 est né en 1955 de la fusion du parti libéral fondé en 1950 et d'un parti démocrate du Japon qui avait été créé en 1954. Il a gouverné le Japon pratiquement en permanence depuis lors. S'y sont retrouvés les membres de l'ancienne oligarchie politique au pouvoir avant la défaite de 1945 et leurs héritiers formant des dynasties dans leurs fiefs électoraux.

Le PDJ, parti démocrate (du Japon) Minshutô 民主党, créé en 1996 par des dissidents de l'ancien parti socialiste et deux autres partis auxquels viendront se joindre pour une refondation en 1998, des partis fraîchement constitués par des dissidents d'autres partis ; de nombreux membres sont issus du PLD.

Le PCJ, parti communiste japonais dit **Kyôsantô** 共産党 obtient environ 10% des voix aux dernières élections mais de manière dispersée et maintient une audience assez importante. Son organe de presse, le drapeau rouge, est un quotidien qui avec 1,8 millions d'exemplaires se place parmi les plus gros tirages des quotidiens des partis communistes dans le monde. Ses 400 000 adhérents en font également un parti de masse. Créé en 1922, il est le plus ancien ; il était interdit jusque 1945. Sur le terrain et dans un certain nombre de localités il a une certaine influence.

Le parti (du nouveau) komeito 公明党, le **parti éclairé**, refondé en 1998 mais issu de celui créé en 1964, une première fois réaménagé en 1994, garde de ses origines des liens avec une secte bouddhique Sôka Gakkai 創価学会 - littéralement « société pour la création de valeurs ».

Le parti (association) de la Restauration (du Japon) Nihon Ishin no Kai 日本維新の会 a été lancé en 2012 par le maire de Osaka, Tôru Hashimoto 橋下 徹 ; il a été rejoint par Shintarô Ishihara 石原 慎太郎 qui a été maire de Tokyo pendant 13 ans. C'est un parti très conservateur, nationaliste.

Votre parti (Your Party) le parti de tous, **Minna no Tô** みんなの党, est un parti de centre-droit issu du PLD, créé en 2009.

Le parti de la Vie quotidienne Seikatsu no Tô 生活の党 est le dernier (2012) des partis créés par Ichirô Ozawa 小沢 一郎. On lui en doit presque une dizaine, après avoir quitté le PLD dont il avait été un leader (et secrétaire général); en 2009, leader du PDJ, s'il n'avait été poursuivi par la justice pour malversations financières électorales, il serait devenu premier ministre. C'est une figure influente de la politique au Japon. Il semblait tenir aux engagements pris par le PDJ en 2009, notamment en matière de politique sociale.

(Le **Parti de**) **la grande terre, Taichi** 大地, qui se dit vrai parti démocrate est un parti populiste créé par des dissidents du PDJ en 2011.

Le PSJ Parti socialiste du Japon Shamintô 社民党 qui avait été dans la coalition au pouvoir en 2009 est devenu un tout petit parti, qui a été laminé depuis la formation du PDJ auquel se sont alors ralliés certains membres et nombre de ses électeurs ; ceci avait amené à sa refondation à ce moment, en 1996. Il succédait à celui créé en 1945.

Le (**Parti du**) **vent vert Midori no Kaze** みどりの風 est un parti créé à la mi-2012 par des dissidents du PDJ. Certains ont rejoint le PFJ, le **Parti du futur du Japon Nippon Mirai no Tô** 日本未来の党, qui a été créé fin 2012 par Mme le gouverneur de la préfecture de Shiga, Yukiko Kada 嘉田 由紀子 ; Le PFJ a été rejoint par des députés du PSJ et par une partie des membres du Parti de la vie quotidienne et de ceux du parti **Genzei Nippon** 減税日本 parti contre les impôts, le libre-échange et le nucléaire, partis fondés cette même année. Ce sont les premiers « verts » dans le paysage politique du Japon.

Encadré n° 3

La force retrouvée du bloc conservateur
Petite histoire récente des forces politiques au Japon

Le bloc conservateur a retrouvé toute sa force par une victoire écrasante aux élections de juillet 2013. Elle s'appuie en premier sur l'oligarchie économique-politique au pouvoir qui est héritière de celle qui dominait déjà entre deux guerres et qui a échappé aux purges d'après la défaite : face à la menace communiste, l'occupant américain, par la volonté de Mc Arthur a stoppé les procès et les interdictions et a remis en selle cette oligarchie au pouvoir à l'époque du Japon militariste d'avant 1945. Après l'interdiction de la tentative de grève générale de 1947 (préparée par le *Sanbetsu* 産別- *Zen Nippon Sangyo-betsu Rodo Kumiai Kaigi* 全日本産業別労働組合会議- syndicat fort à ce moment de plus de 1,5 millions d'adhérents et organisé par des membres du PCJ), le commandement américain intensifie la lutte contre les communistes jusqu'à exiger d'en purger les administrations en 1950. La purge rouge s'est substituée à celle des anciens militaristes, celle-ci est totalement abrogée en 1952 par les autorités japonaises recouvrant leur souveraineté. Les résistances du monde du travail seront réprimées et puis diluées à partir des années soixante dans la croissance économique. Cette oligarchie reconstituée autour du PLD s'est accommodée jusqu'ici de la constitution préparée par les américains. Elle a mis un vernis démocratique sur un pays moderniste mais resté féodal et gouverné de manière nationaliste – cette fois démilitarisée, au nom de l'Empereur, resté en place au prix d'un auto-renoncement à son caractère divin. Face au bloc conservateur, les forces de gauche ont été rares et éclatées, en dehors du Parti communiste et les forces centristes dispersées. Leur rassemblement au sein du PDJ ne s'est fait ni sur une ligne politique claire ni sur des idéaux bien affirmés et s'il a tenu un certain temps dans l'opposition, il s'est essoufflé au pouvoir malgré une tentative de clarification à cette occasion qui n'a pas su l'aider à faire face aux difficultés. L'érosion de son autorité, alors même qu'il était encore au pouvoir a commencé à le disloquer, cela se poursuit dans la défaite et tout cela donne, une fois de plus, l'occasion d'un éparpillement de partis politiques typique au Japon de la désorganisation face au bloc conservateur.

Rappelons quelques éléments de l'histoire récente.

La domination du bloc conservateur s'est trouvée menacée dans les années 90 lors de l'essoufflement de la croissance un temps masquée par une bulle spéculative (*バブル景気, baburu keiki*) dont l'éclatement a provoqué une déflation et une remise en cause du modèle économique japonais. Le bloc conservateur s'engage alors sur une ligne moins corporatiste et plus libérale avec l'arrivée au pouvoir de Jun'ichirô Koizumi (小泉 純一郎). Premier ministre de 2001 à 2006 avec une domination parlementaire écrasante, il inaugure une politique d'élections sur un programme. Toutefois ce programme néolibéral butte sur des réalités économiques et culturelles, que ses successeurs au PLD (et d'abord Shinzô Abe 安倍 晋三) ne sauront pas surpasser. Cela fera naître des divisions, la remise en cause de ce schéma idéologique et offrira une opportunité à une opposition, de centre gauche si elle sait s'organiser.

C'est ce qui va se passer. Le PLD a commencé à perdre un peu de son pouvoir avec les élections sénatoriales de 2007, gagnées par le PDJ, le parti démocrate du Japon (*民主党, Minshutô*). Le PLD sera finalement déboulonné en 2009 de sa place de parti au pouvoir, place qu'il occupait depuis plus de 50 ans. Le PDJ a réussi cette quasi révolution en faisant naître dans la population, autour de son programme, l'espérance de la mise en place d'une politique à l'Européenne et d'un engagement des dépenses publiques, non plus dans le béton mais dans les politiques sociales. Parmi les nombreux nouveaux députés élus, peu étaient des héritiers de dynasties politiques, ce qui avait été jusqu'ici la règle générale. Le PDJ avait pour allié le parti socialiste du Japon (*Shamintô* 社民党) avec lequel il entendait aussi lancer une politique familiale. A partir de septembre 2009, sous la houlette du nouveau premier ministre, Yukio Hatoyama (鳩山 由紀夫), on a vu poindre également la perspective

d'une politique de communauté Est asiatique avec de nouvelles relations, apaisées, entre le Japon et la Corée et entre le Japon et la Chine. On sentait aussi que l'alignement pourrait être moins systématique sur les positions américaines.

Mais très vite les déceptions ont suivi. Sa première tentative forte dans ce registre de discussion avec les Américains: renégocier le mode d'implantation des bases américaines à Okinawa, même avec un certain soutien populaire, a viré à l'échec politique. Le contexte économique était lui-même tendu depuis le déclenchement de la crise et le choc de la faillite de Lehman Brothers (2008-09-15). Il a fait apparaître hasardeuse la mise en chantier d'une politique de dépenses sociales. C'est dans cette atmosphère que le parti démocrate a changé de leader, en juin 2010, le remplaçant par Naoto Kan (菅直人) pour tenter – en vain – d'éviter de perdre les élections sénatoriales de juillet 2010. Cet échec a rendu l'exercice du gouvernement difficile. Naoto Kan s'embarque dans une lutte au sein de son propre parti pour garder le poste de premier ministre et parvient à se faire élire président du parti en septembre 2010 face à Ichirô Ozawa (小沢 一郎), un des co-fondateurs du PDJ et figure historique de la politique au Japon. Sa position est restée cependant fragile tant à l'intérieur de son parti qu'à l'extérieur et il a dû négocier des opérations avec l'opposition conservatrice, comme le projet de relèvement du taux de tva, puis la date de son départ.

Son mandat va se trouver bouleversé par la déflagration que formeront le tremblement de terre, le tsunami et le terrible accident nucléaire de Fukushima à partir du 11 mars 2011. S'il ne pouvait être tenu pour ayant quelque responsabilité dans le déclenchement du désastre, tous les à-peu-près, les erreurs, les mensonges, la gestion déplorable des conséquences, sont autant de terribles réalités et de souffrances qui furent portées au moins en partie à son débit et à celui de son parti. Il s'accroche au pouvoir malgré son impopularité et les oppositions au sein de son parti, jusque fin août 2011. Il s'est efforcé de prendre des dispositions selon lui indispensables face au désastre et qui tirent, pour l'avenir, les premières leçons du drame. Il cède ensuite la place à Yoshihiko Noda (野田 佳彦) élu par son parti. Celui-ci va mener une politique bien éloignée de ce qui avait été promis dans le programme ayant permis la victoire à la chambre des députés en 2009 et qui avait fait naître un peu d'espoir dans la population. Les conditions de gouvernabilité n'ont pas changé et la préparation des élections ne sont pas une réussite. A la mi-décembre 2012, le PLD gagne les élections à la chambre basse, reprenant le pouvoir et le poste de premier ministre, il échoit à nouveau à Shinzô Abe (安倍 晋三). Les élections sénatoriales du 21 juillet 2013 ont parachevé la reprise du pouvoir par le bloc conservateur.